



Lundi 19 février 2024

# La grève pour de meilleurs salaires à l'ordre du jour pour nous tous !

Les contrôleurs SNCF en grève à 70 % durant trois jours au beau milieu des vacances d'hiver de la zone C, comprenant notamment la région parisienne, et voilà un emballement médiatique comme on en a déjà connu par le passé : haro sur les cheminots, « ces privilégiés », ces « preneurs d'usagers en otages » et sus au droit de grève dans les transports... que la droite voudrait interdire 60 jours par an, rien que ça !

## **Les trains ne roulent pas tout seuls**

Il est peu probable que les 90 % de la population qui ne partent jamais aux sports d'hiver se soient sentis « pris en otage » par des cheminots qui avaient prévenu depuis plusieurs mois qu'ils exerceraient leur droit de grève entre le 16 et le 19 février s'ils n'obtenaient pas satisfaction sur des revendications salariales et de conditions de travail qu'ils portent depuis plusieurs années. La direction de la SNCF les a méprisés, tout comme le gouvernement et les patrons méprisent toutes celles et ceux qui ne peuvent plus vivre dignement de leur salaire en ces temps d'inflation. La rémunération des contrôleurs est constituée de 40 % de primes qu'ils perdent dès qu'ils sont malades et qui ne comptent pas toutes pour la retraite. Déjà, en décembre 2022, ils avaient mené une grève massive, à la suite de laquelle la direction de la SNCF avait lâché quelques miettes, mais sur la question principale, celle leur rémunération de base, rien. Alors voilà pourquoi ils et elles ont fait grève massivement de nouveau, et c'est bien normal !

## **« Travailler est un devoir » (Attal dixit) : LOL**

Eh oui, la grève ça se voit, ça a même des effets... sur « l'économie » s'étranglent tous ces députés et sénateurs qui veulent inventer un calendrier annuel des jours sans grève. Le gouvernement ne serait pas contre, le Rassemblement national non plus. Mais c'est plus facile à dire qu'à mettre en œuvre, car tout ce petit monde tout dévoué aux intérêts des riches et des patrons le sait bien : la force des travailleurs et des travailleuses, c'est la grève justement ! D'ailleurs ces dernières semaines, la multiplication des grèves

pour de meilleurs salaires est là pour leur rappeler. À la RATP (aux ateliers de maintenance), à la Poste (notamment dans les centres de tri), mais aussi dans de nombreuses entreprises du privé (chez Revima, Ubisoft, Proxiserve, Alstom et beaucoup d'autres) les salariés exigent des augmentations de salaire qui leur permettent de faire autre chose que survivre.

## **Notre vrai devoir : aller chercher 400 euros de plus pour toutes et tous !**

Cette tendance générale à la baisse des salaires est d'autant plus choquante quand on la compare à l'explosion des profits à laquelle on assiste depuis trois ans. La Bourse vient de pulvériser son record historique ; 42 milliardaires français ont empoché 230 milliards supplémentaires de dividendes depuis 2020, soit l'équivalent du total des dépenses de santé en 2022 ; Total, CMA-CGM, PSA-Stellantis, Vinci, Lactalis... toutes les grandes entreprises voient exploser leurs profits, obtenus par le gel des salaires, des années de politique d'allègement de cotisations sociales, de réformes et de plans d'austérité, mais aussi de dégradation des services publics, d'attaques contre le financement des retraites et du chômage... De l'argent, il y en a dans les caisses du patronat, et plus que jamais même !

Et c'est toutes et tous ensemble qu'on devra défier nos patrons et le gouvernement, comme ont osé le faire pendant un week-end quelques centaines de cheminots. Aucun appel au niveau national des directions syndicales ne nous y invite mais cela ne doit pas nous paralyser. Bien au contraire, c'est par nos grèves, et en les généralisant dans une lutte offensive d'ensemble pour l'augmentation générale des salaires, qu'on pourra récupérer tout ce qu'on nous a volé depuis des années !

**Nouveaux bénéfices record : chercher l'erreur**

En 2023, Stellantis a fait un nouveau record de 18,6 milliards de profits et nous on ne va toucher que 4 100 € brut minimum de prime intéressement-participation : la même qu'en 2019 alors que la groupe a fait 6 fois plus de profits. Puisque les bénéfices n'arrêtent pas d'explorer, le patron n'arrête pas de changer le mode calcul pour nous plafonner cette prime.

Comme le disait un salarié dans la presse : « *plus le patron gagne, moins il donne* ». Il faut donc aller retourner le patron et le secouer pour que ça tombe.

**L'arnaque annuelle de la prime**

Avec cette prime le patron manipule notre revenu. Cette année malgré un profit record, on aura 200 € brut de moins, alors même que les effectifs ont baissé. Et la prime d'intéressement-participation ne compte pas pour le calcul de la retraite.

Nous on veut du solide, qu'on conserve chaque année de vraies augmentations de salaires : 400 € mensuels pour tous, pas de salaire à moins de 2 000 € net.

**Frontière imaginaire et injustice bien réelle**

Intérimaires, salariés sous-traitants et certains CDD ne toucheront rien de la prime intéressement-participation. Pourtant comme nous ils participent tous à faire des voitures et en réalité ont le même patron : Stellantis.

**Pour attaquer notre fiche de paie, elle ne chôme pas**

À la Qualité, la direction menace de mettre en place du chômage tournant, y compris à la Retouche.

Elle ne veut pas qu'on travaille, c'est son problème mais on veut être payé à 100 % ! On tient à la qualité de notre fiche de paie.

**Le salaire est le même à 42 ou 38 VH/h**

Au Montage, la cadence s'accélère, les habitués des postes ont du mal à tenir et pour les nouveaux venus du Ferrage ou de la Peinture c'est pire. La meilleure réponse c'est d'aller à son rythme. La chaîne va à 42 véhicules/heure, eh bien nous on ira à 38, voire à moins.

**Mais que fait la police ?**

La police est venue sur le site. Effectivement il y a des vols : la direction et ses amis des syndicats benoûti nous ont volé une semaine entière de congés. La direction veut la positionner sans notre accord fin octobre ou semaine 51 ou semaine 1.

La police est occupée à courir après les véhicules à 40 000 € du patron, quant à nous si on veut récupérer nos congés, il va falloir aller les chercher nous-mêmes.

**Son sureffectif, on s'en lave les mains**

À la Peinture, dans les vestiaires, la direction veut mettre hors d'usage un robinet sur deux, elle a installé des rubans de chantier autour. Ça évite de les réparer et ça fait passer le message insistant qu'on serait trop nombreux dans le bâtiment. On continue de s'en servir : ça fait passer le message que personne n'est de trop ici.

**Madame Irma et sa boule de cristal**

La direction de PSA Poissy a programmé une réunion PMT (Plan Moyen Terme) pour expliquer l'avenir du site sur les 3 prochaines années. Elle n'arrive pas à organiser correctement la production sur une semaine mais elle prétend connaître les trois ans à venir !

À PSA Mulhouse, lors de ce type de réunion en décembre, leur directeur avait annoncé une année 2024 avec 3 équipes, un mois après il annonçait le passage à 2 équipes pour début mars prochain... en mettant à la porte 600 intérimaires.

Ce genre de réunion de propagande patronale c'est pour rabâcher qu'il faut travailler plus et tenter de nous manipuler. Peine perdue, on connaît déjà le numéro.

**Une catastrophe locale qui en préfigure une, globale**

Ce dimanche 18 février, dans l'Aveyron, un incendie a fait partir en fumée toxique 900 tonnes de batteries de lithium pour véhicules électriques et hybrides dans un entrepôt. Les habitants ont dû être confinés chez eux.

Mais le lithium c'est comme l'écologie et l'industrie automobile, électrique ou pas : tant que ce seront les capitalistes qui les dirigeront pour leurs profits, aucun entrepôt ni aucun avenir pour la planète ne sera sécurisé.

**Requins de la concurrence et dévoreurs d'emplois**

L'équipementier Forvia (ex-Faurecia), prétextant la restructuration du secteur automobile et la « compétitivité », a annoncé ce lundi un plan pour réduire ses effectifs en Europe de 10 000 salariés d'ici 2028. Les emplois de tous les sites seront menacés « *mais pas de la même manière* » explique la direction.

Forvia, c'est 75 000 salariés en Europe, 222 millions de bénéfices nets en 2023 et de quoi racheter d'autres équipementiers. Autant dire que Forvia, qui compte faire partir du monde et faire payer les gains de productivité à ceux qui restent, a en fait tous les moyens de maintenir tous les emplois en Europe.

**Grève en Italie contre le chantage Meloni-Tavares**

950 millions de subventions aux constructeurs italiens ont été octroyés par le gouvernement d'extrême-droite à Tavares, sans garantie de sauvegarde du moindre emploi. Deux sites Fiat sont toujours menacés de fermeture : celui de Mirafiori près de Turin (près de 3 500 salariés) et celui de Pomigliano près de Naples (4 500 ouvriers et plus du double dans la sous-traitance)

Le 7 février, les ouvriers italiens ont débrayé à la carrosserie de Fiat Mirafiori, le lendemain ils étaient près d'un millier en assemblée générale sur deux équipes, suite à l'annonce du chômage partiel jusqu'à fin mars et aux menaces de fermeture.

Ces assemblées ont été suivies de débrayages spontanés, pendant lesquels les chaînes de la Fiat 500 E ont été complètement à l'arrêt. Le chômage, qui a démarré lundi 12, a stoppé l'action. Mais la colère et la détermination des travailleurs restent intactes.